



49.3
Ils ont osé !



Depuis le 9 mars 2016, les manifestations se déroulent dans toute la France pour le retrait de la loi « *casse du travail* » du gouvernement et de son complice Medef.

Dans notre profession, à l'appel de notre syndicat, assemblées générales et arrêts de travail allant jusqu'à la non-parution des quotidiens nationaux se sont multipliés ; et la mobilisation a été importante.

La pétition contre la loi El Khomri recueille plus de deux millions de signatures. Ce qui reflète le rejet par une majorité de Français de cette casse du code du travail.

Malgré cela, le gouvernement Hollande, comme le gouvernement Sarkozy l'avait fait pour la loi sur les retraites, a décidé de passer en force. Le Premier ministre, non content de refuser de discuter avec les organisations syndicales, notamment la CGT, autour d'un vrai projet de code du travail du XXI^e siècle, a privé les députés d'un débat à l'Assemblée nationale.

Sans réelle majorité, contesté à l'intérieur de son propre parti, Manuel Valls, comme pour la loi Macron, vient d'utiliser cette arme anti-démocratique qu'est le 49.3.

Le gouvernement, relayé par une majorité de médias, tente de décourager les forces de progrès qui résistent depuis plusieurs mois en martelant à longueur d'antenne que la loi est passée. Pourtant, il n'est pas trop tard, comme pour le CPE en son temps, notre détermination peut encore faire reculer nos gouvernants.

La CGT, par la voix de son Secrétaire général, Philippe Martinez, appelle plus que jamais à la mobilisation les 12 et 17 mai, et encourage à tenir des assemblées générales dans les entreprises.

Le SGLCE appelle à être encore plus nombreux dans la rue, à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL, contre la loi El Khomri, et pour l'aboutissement des revendications propres à notre profession : **emplois, salaires, réduction du temps de travail, reconnaissance de la pénibilité, etc.**

Jeudi 12 mai 2016, à 14 heures



VERS L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Paris, le 11 mai 2016